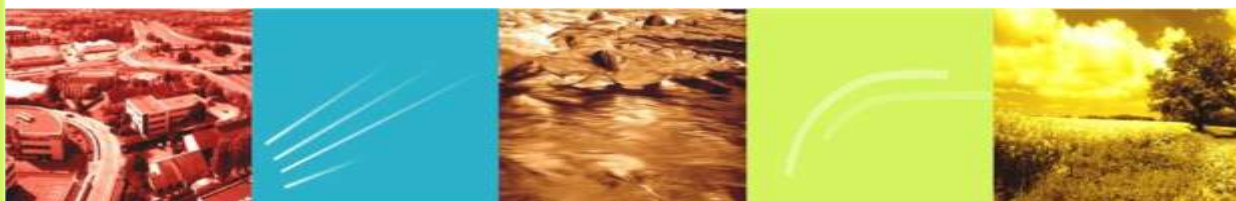


Commune de Cavillargues



ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Résumé non technique

Rapport final

MAITRE D'OUVRAGE

Commune de Cavillargues

OBJET DE L'ETUDE

**ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT DES EAUX
USEES**

N° D'AFFAIRE	M16032
--------------	--------

INTITULE DU RAPPORT

Résumé non technique

V2	Octobre 2016	Hamza ZIANI	Maxime ROCHE	Prise en compte des remarques suite à la réunion du 03/10/2016 avec la commune
V1	Octobre 2016	Hamza ZIANI	Maxime ROCHE	
N° de version	Date	Etabli par	Vérifié par	Description des modifications / Evolutions



Octobre 2016

Etabli par CEREg Ingénierie / HZI - MRO

TABLE DES MATIERES

I.	POURQUOI UN ZONAGE D'ASSAINISSEMENT.....	4
I.1.	Obligations règlementaires.....	4
I.2.	Définitions : assainissement collectif / assainissement non collectif.....	4
I.3.	Constitution d'un dossier de zonage de l'assainissement	4
II.	PRESENTATION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT	5
II.1.	Synthèse de l'état des lieux.....	5
II.1.1.	<i>Assainissement collectif existant</i>	5
II.1.2.	<i>Assainissement non collectif existant</i>	5
II.2.	Synthèse des scénarios d'assainissement étudiés et choix de zonage	6
II.2.1.	<i>Présentation des scénarios étudiés</i>	6
II.2.2.	<i>Zonage d'assainissement retenu</i>	8
II.2.3.	<i>Incidence des choix de zonage sur la station d'épuration communale</i>	8
III.	OBLIGATIONS DE LA COMMUNE ET DES PARTICULIERS.....	9
III.1.	Obligations dans les zones d'assainissement collectif.....	9
III.1.1.	<i>Obligation de la commune</i>	9
III.1.2.	<i>Obligation de raccordement des particuliers</i>	9
III.2.	Obligations dans les zones d'assainissement non collectif.....	9
III.2.1.	<i>Obligation de la commune</i>	9
III.2.2.	<i>Obligation des particuliers</i>	10

LISTE DES TABLEAUX

Tableau n° 1: Synthèse des scénarios d'assainissement étudiés.....	7
--	---

LISTE DES ANNEXES

Annexe n°1 : Carte du zonage d'assainissement des eaux usées retenue.....	11
---	----

I. POURQUOI UN ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

I.1. Obligations réglementaires

Conformément à l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales, les communes doivent délimiter :

- **les zones d'assainissement collectif** où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- **les zones relevant de l'assainissement non collectif** où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien.

Le zonage d'assainissement doit faire l'objet d'une enquête publique conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.

Le zonage d'assainissement est élaboré en cohérence avec les documents de planification urbaine, qui intègrent à la fois l'urbanisation actuelle et future : Plan d'Occupation des sols, Plan Local d'Urbanisme ou Carte Communale.

Pour autant, il est bien précisé que le zonage ne confère aucun droit de constructibilité au sol, celui-ci étant apprécié au travers de la réglementation d'urbanisme en vigueur sur la commune.

I.2. Définitions : assainissement collectif / assainissement non collectif

L'assainissement collectif peut être défini comme le raccordement à un réseau d'assainissement et une station d'épuration placés sous maîtrise d'ouvrage publique.

L'assainissement non collectif peut être défini comme tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles et habitations non raccordés au réseau public d'assainissement.

L'assainissement non collectif ne correspond pas à une technique de traitement, mais dépend uniquement de la personne qui en assure le financement et l'exploitation :

- privé = assainissement non collectif
- public = assainissement collectif.

I.3. Constitution d'un dossier de zonage de l'assainissement

Un dossier de zonage d'assainissement est constitué d'un **Mémoire Justificatif**.

Ce mémoire présente le choix des élus dont la réflexion s'est basée sur :

- l'état de l'assainissement non collectif et collectif sur la commune
- l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif.
- la faisabilité et l'impact du raccordement des secteurs non raccordés au réseau public : analyse technico-économique.

Une carte de zonage présente les secteurs en assainissement collectif et non collectif.

Un résumé non technique permet de compléter le dossier de zonage de l'assainissement.

II. PRESENTATION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

II.1. Synthèse de l'état des lieux

II.1.1. Assainissement collectif existant

Le taux de raccordement à l'assainissement collectif est de 87%.

Le réseau d'assainissement collectif collecte les effluents de la quasi-totalité des habitations du village de Cavillargues; centre village et écarts pavillonnaires.

Aucun des Mas non raccordés ne présente une densité d'habitat suffisamment forte pour imposer le raccordement à l'assainissement collectif.

Le réseau de collecte est constitué d'un linéaire d'environ 8.7 km entièrement séparatif.

Les réseaux d'assainissement comptent **deux postes de refoulement (PR)** :

- PR de La Condamine ;
- PR en entrée de STEP.

La station d'épuration de Cavillargues est de type Filtres Plantés de Roseaux. Elle a été construite en 2012, pour une capacité de 1 000 équivalents-habitants.

La charge actuellement reçue par la station d'épuration de Cavillargues est de 76 % de sa capacité.

II.1.2. Assainissement non collectif existant

La compétence en termes de Service Public de l'Assainissement Non Collectif (**SPANC**) est portée par le **Syndicat intercommunal Maison de l'Eau**.

Le SPANC recense un total de 52 installations d'assainissement non collectif sur la commune de Cavillargues dont 44 conformes avec réserves et 8 à réhabilitation urgente

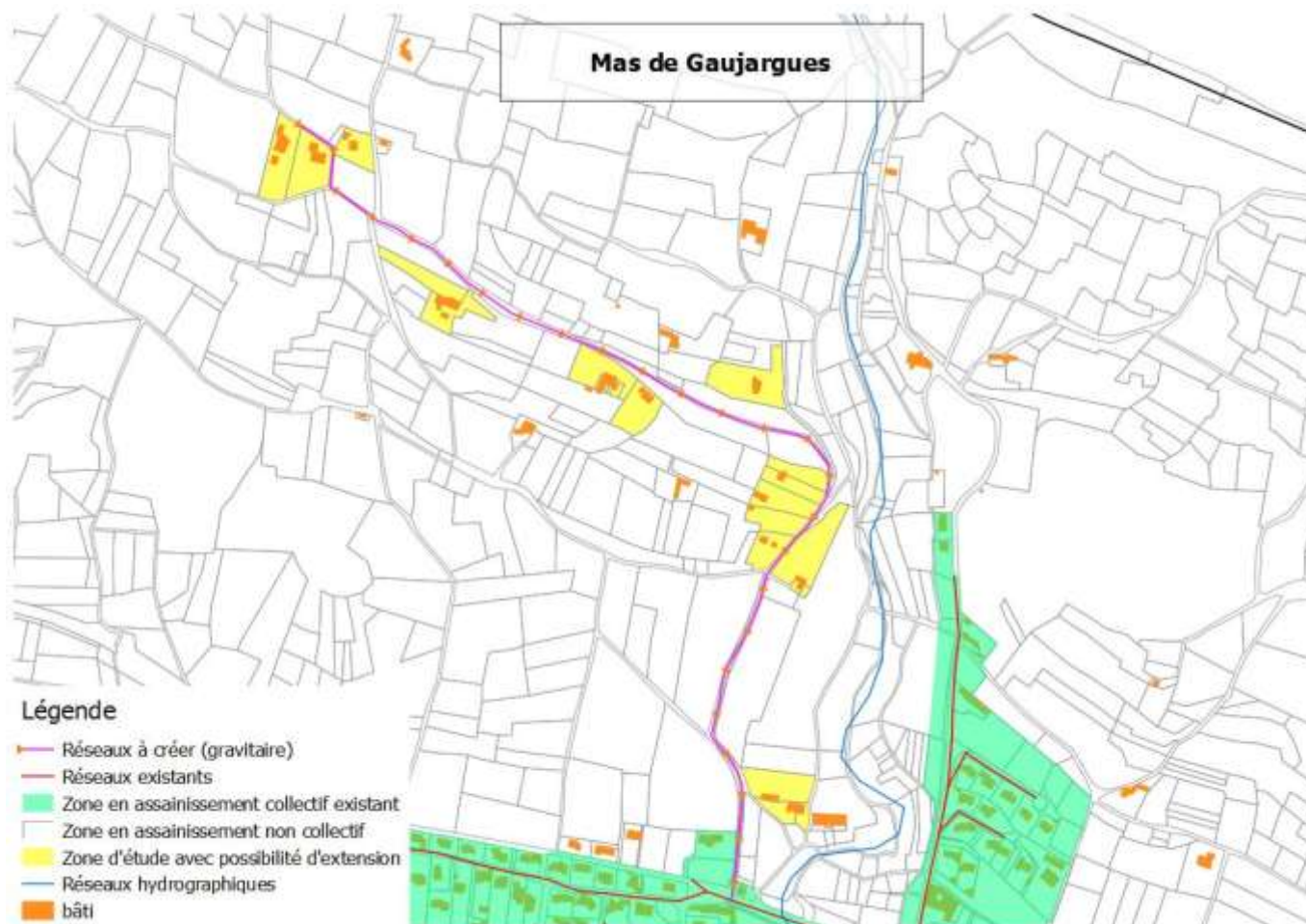
II.2. Synthèse du scénario d'assainissement étudié et choix de zonage

II.2.1. Présentation du scénario étudié

Aucune zone présentant une forte densité d'habitat n'est recensée à ce jour.

Néanmoins, est étudié un scénario de raccordement pour **les Mas de Gaujargues** (15 habitations)

La délimitation de cette zone d'étude est visible sur l'illustration ci-dessous :



Localisation du scénario d'extension

Secteur étudié pour raccordement	Mas de Gaujargues
Objet	Desserte de nouvelles zones urbanisées
Présentation sommaire des scénarios	Pose de réseaux en vue de desservir la majorité du secteur : 1 270 mètres gravitaires
Estimation du nombre total d'habitations actuelles concernées par le projet	15 habitations
Estimation du nombre total d'habitations futures concernées par le projet	15 habitations
Coût estimatif des travaux	340 000 €HT
Choix de zonage	ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF
Commentaires	Scénario de raccordement jugé peu intéressant financièrement vis-à-vis du surplus financier engendré face au maintien de l'Assainissement non Collectif.

Tableau n° 1: Synthèse des scénarios d'assainissement étudiés

II.2.2. Zonage d'assainissement retenu

↳ *Annexe n°1: Carte du zonage de l'assainissement retenue*

Compte tenu des objectifs municipaux de développement démographique et urbanistique, ainsi que des paramètres technico-économiques présentés ci-avant, les choix de zonage suivants sont retenus :

- Les zones déjà desservies par les réseaux d'assainissement sont maintenues en assainissement collectif ;
- Les zones de la commune actuellement en assainissement non collectif restent en assainissement non collectif.

II.2.3. Incidence des choix de zonage sur la station d'épuration communale

Aucun projet d'extension du réseau d'assainissement des eaux usées n'est retenu.

L'incidence financière des choix de zonage est nul pour les finances de la Collectivité

<p>La capacité de la station d'épuration est à l'heure actuelle <u>suffisante</u> pour répondre à la croissance de la population et aux raccordements supplémentaires envisagés.</p>

Le fonctionnement de l'ouvrage épuratoire est aujourd'hui satisfaisant.

Construite en 2012, sur la base d'une hypothèse d'une durée de vies de 25 à 30 ans d'exploitation des équipements, **la station devrait être suffisante jusqu'à l'horizon 2030-2035.**

Cependant, au-delà de **l'horizon 2035**, il sera nécessaire d'envisager **la construction d'une nouvelle station d'épuration de capacité de traitement supérieure.**

III. OBLIGATIONS DE LA COMMUNE ET DES PARTICULIERS

III.1. Obligations dans les zones d'assainissement collectif

III.1.1. Obligation de la commune

La commune est compétente en matière d'assainissement des eaux usées.

La commune assure le contrôle des raccordements aux réseaux publics de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites.

Le zonage se contente d'identifier la vocation de différentes zones du territoire de la commune en matière d'assainissement au vu de deux critères principaux : l'aptitude des sols et le coût de chaque option.
Aucune échéance en matière de travaux n'est fixée.

Le zonage n'est pas un document de programmation de travaux. Il ne crée pas de droits acquis pour les tiers, ne fige pas une situation en matière d'assainissement et n'a pas d'effet sur l'exercice par la commune de ses compétences.

III.1.2. Obligation de raccordement des particuliers

Le raccordement des habitations au réseau collectif d'assainissement est obligatoire dans un délai de 2 ans après leur mise en service.

Les travaux de raccordement, y compris ceux concernant le branchement sous domaine public, sont à la charge des propriétaires.

III.2. Obligations dans les zones d'assainissement non collectif

III.2.1. Obligation de la commune

La commune est compétente en matière d'assainissement des eaux usées.

La commune assure le **contrôle des installations d'assainissement non collectif** :

- une vérification de la conception et de l'exécution des installations réalisées ou réhabilitées,
- un diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien pour les autres installations, établissant, si nécessaire, une liste des travaux à effectuer.

Afin d'assurer leur rôle de contrôle, les communes ont recours à la création d'un Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) communal ou intercommunal (syndicats, communautés de communes, agglomérations...).

III.2.2. Obligation des particuliers

❑ *Obligation de traitement des eaux usées*

Le traitement des eaux usées des habitations non raccordées à un réseau public de collecte **est obligatoire**(*article L.1331-1 du Code de la Santé Publique*).

La réalisation d'un dispositif d'assainissement autonome est dépendante des contraintes d'urbanisme (localisation des limites de propriété, forme, taille et occupation des sols de la parcelle). Si ces règles d'urbanisme sont respectées, les différentes contraintes ci-dessus doivent alors être prises en compte pour choisir la filière d'assainissement adaptée.

Compte tenu de l'hétérogénéité des sols et de la diversité des formations pédologiques dans certains secteurs, **il est vivement conseillé** aux particuliers désirant construire ou rénover une habitation **de faire réaliser une étude complémentaire sur leur parcelle** afin de choisir, positionner et dimensionner leur dispositif d'assainissement autonome.

La mise en place d'un dispositif d'assainissement non collectif doit être soumise préalablement à l'avis du SPANC.

Les dispositifs de traitements sont agréés par le Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement : <http://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr/>

❑ *Accès aux propriétés*

Les agents du SPANC sont autorisés à pénétrer dans les propriétés privées pour assurer le contrôle des installations d'assainissement existantes (*article L 1331-11 du Code de la Santé Publique*).

La visite de contrôle est précédée d'un avis préalable de visite notifié aux intéressés dans un délai raisonnable. Les observations réalisées au cours de la visite sont consignées dans un rapport de visite.

❑ *Mise en conformité*

Dans le cas de non-conformité de l'installation un délai est donné au propriétaire pour effectuer les travaux prescrits après le contrôle de la collectivité :

- les travaux sont réalisés **sous quatre ans** en cas de danger sanitaire ou de risque environnemental avéré, (*article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales et l'article L. 1331-1-1 du code de la santé publique*) ;
- les travaux sont réalisés **au plus tard un an après la vente**(*article L. 271-4 du code de la construction et de l'habitation*).

En effet, en cas de vente de tout ou partie d'un immeuble bâti, un dossier de diagnostic technique, fourni par le vendeur, est annexé à la promesse de vente ou à l'acte authentique de vente.

❑ *Exploitation des dispositifs*

Les dépenses d'entretien de l'assainissement non collectif sont à la charge du propriétaire.

Les installations d'assainissement non collectif doivent être **entretenues régulièrement et vidangées, par des personnes agréées par le préfet.**

La périodicité de vidange de la fosse toutes eaux doit être adaptée en fonction de la hauteur de boues, qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile.

Annexe n°1 : Carte du zonage d'assainissement des eaux usées retenue

Carte du zonage de l'assainissement des eaux usées retenue



